

**Discours prononcé
par
M. Bert Koenders (Pays-Bas),
Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN
au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OTAN
de Riga
le 29 novembre 2006**

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant un aréopage aussi illustre en ma qualité de nouveau président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Pour les 248 parlementaires des deux rives de l'Atlantique que compte notre institution, le Sommet de Riga devrait marquer le franchissement d'une étape dans le développement de l'OTAN. Le rôle de cette dernière ne peut plus, désormais, être automatiquement tenu pour acquis. C'est à nous, membres de la classe politique, plutôt qu'aux diplomates et aux fonctionnaires, qu'il appartient de guider les citoyens et de bâtir un consensus à partir duquel nous pourrions réinventer une OTAN plus politique.

Des divergences transatlantiques et une opinion publique sceptique et de plus en plus repliée sur elle-même viennent compliquer cette tâche : j'en suis pleinement conscient comme parlementaire néerlandais siégeant dans l'opposition et comme partisan de la mission primordiale que nous accomplissons en Afghanistan.

Je perçois cependant – à point nommé, peut-être – les prémices d'un changement d'atmosphère dans la communauté atlantique et au sein d'une génération de jeunes politiciens représentée dans notre Assemblée et désireuse de s'engager lorsqu'elle croit sincèrement que les gains escomptés sur le double plan de la sécurité et de la solidarité justifient véritablement les énormes dangers auxquels s'exposent nos soldats.

A sa session de Québec, l'Assemblée réunie en séance plénière a adopté une déclaration qui traitait de tous les aspects de l'avenir de l'Alliance et dans laquelle elle faisait part de sa préoccupation quant à l'état de celle-ci.

Certes, des problèmes surgissent de tous côtés, mais l'OTAN ne saurait être le gendarme du monde. Qui plus est, il reste en Europe des tâches inachevées. Cela signifie que nous devons mieux équilibrer l'élargissement et l'approfondissement de l'Organisation et que, plus que jamais, nous DEVONS nous mettre d'accord sur nos priorités. Nous ne pourrions trouver plus fidèle illustration de cela ailleurs qu'en Afghanistan.

L'Afghanistan, qui met à l'épreuve dans des conditions bien réelles tous les aspects de la transformation de l'OTAN.

Avant toute chose, nous tenons à saluer le travail de nos forces armées. Mais, soyons francs : les chefs politiques que nous sommes n'ont pas encore réussi leur examen de passage.

Un échec en Afghanistan, nous disons-nous, ne saurait être envisagé. Et pourtant, nous risquons de perdre la plus grande des batailles, celle « des cœurs et des esprits », chez

nous comme en Afghanistan. Il s'agit, pour éviter cette double défaite, de veiller à instaurer un meilleur dosage d'intervention militaire et de reconstruction. Il semble que l'on n'accorde pas à cette question toute l'importance qu'elle mériterait. L'Assemblée recommande donc aux participants à ce sommet de poser un geste politique et les prie instamment de prendre les mesures suivantes :

(1) déploiement des capacités requises : cent pour cent *signifie* cent pour cent ; toute contribution en deçà compromet le succès des opérations et réduit les possibilités de reconstruction ;

(2) suppression des clauses restrictives nationales qui nuisent à l'efficacité de l'OTAN sur le terrain : cette proposition a été largement approuvée à notre session de Québec ; nous n'avons pas éludé le débat sur cette question aussi délicate que controversée. Nous sommes pour la solidarité à l'intérieur de l'Alliance ;

(3) synchronisation bien plus satisfaisante de la sécurité et du développement : assistance civile et opérations militaires doivent aller de pair ;

(4) mise en place d'un système plus équitable de financements commun : c'est là un souhait qui ressort clairement de tous nos débats parlementaires ;

(5) respect constant du peuple afghan et application scrupuleuse du droit international humanitaire et des Conventions de Genève ;

(6) adoption d'une attitude critique commune envers le gouvernement afghan : il convient de représenter à ce dernier la nécessité de consentir beaucoup plus d'efforts à la lutte contre la corruption et la drogue et à la reconstruction du sud du pays ; adoption d'une démarche identique à l'égard du gouvernement pakistanais à propos de l'élimination des infiltrations frontalières ;

(7) abandon des querelles et des rivalités institutionnelles entre l'Union européenne et l'OTAN : cela est devenu impératif ; il est urgent d'instaurer en Afghanistan une meilleure coordination dans des domaines primordiaux comme la création d'une nouvelle police, la transition de l'appareil judiciaire ou la recherche d'autres moyens de subsistance pour les agriculteurs qui vivent de la culture du pavot.

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

Indépendamment du vif intérêt qu'elle accorde à l'Afghanistan, l'Assemblée veut mettre en évidence l'atout, unique en son genre, qui est le sien : l'investissement dans de nouveaux partenariats.

Nous offrons un programme de coopération aux parlements démocratiquement élus des pays qui cherchent à nouer des liens plus étroits avec l'OTAN, de même qu'aux pays des Balkans, où il reste beaucoup à faire – et parmi lesquels les Trois de l'Adriatique sont manifestement bien placés, à notre sens, dans la perspective du prochain élargissement – sans oublier le Caucase, si vulnérable, et les principaux protagonistes du Dialogue méditerranéen.

Nous promouvons nos valeurs essentielles : démocratie, droits de l'homme et liberté. Nous vous demandons de ne pas les oublier en proposant aux pays méditerranéens, comme il conviendrait, notre coopération en matière de formation.

Nous appelons l'attention sur nos relations avec la Douma de la Fédération de Russie et l'ouverture d'un dialogue ouvert – mais aussi critique – avec elle : nous tentons ainsi de renforcer la coopération entre ce pays et l'OTAN.

De la même manière, nous continuons à travailler avec la Rada de la République d'Ukraine et à lui prêter notre concours, tandis que les autorités de Kyiv réfléchissent à la voie à suivre.

Je demande aussi une meilleure coordination avec l'ONU en Afrique, de manière que l'OTAN joue un rôle constructif dans les Etats faillis et prévienne de nouveaux génocides.

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

Au nom de l'Assemblée, je me félicite que vous preniez acte des travaux de vos parlements respectifs. Plus que jamais, il est essentiel pour vous de consulter régulièrement et en temps voulu les membres de ces institutions et, à travers eux, vos populations, à un moment où l'Alliance élabore – ainsi qu'elle le doit – son nouveau concept stratégique. Je me réjouis à la perspective de travailler avec vous, au cours des deux années à venir, à l'édification d'un vaste consensus à ce propos.

Je vous remercie.